

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 MARS 1926.

Projet de loi autorisant le Gouvernement à approuver le plan arrêté par la Société du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles en vue de la création d'un avant-port.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Au lendemain de l'approbation par la loi du 11 septembre 1895 des statuts de la Société du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles, le Gouvernement entrevit la nécessité de doter le port de Bruxelles d'un avant-port à créer à l'aval du pont-rails de Laeken, dans la partie du territoire de Bruxelles comprise entre la gare de formation de Schaerbeek et le canal maritime.

Déjà à ce moment tout faisait prévoir qu'en cet endroit les terrains ne tarderaient pas à devenir des terrains industriels et à acquérir comme tels une plus-value considérable. Voulant parer à tout événement et éviter dans l'avenir les frais d'une expropriation onéreuse, le Gouvernement sollicita du Parlement, en séance du 6 juillet 1897, les crédits nécessaires pour acquérir immédiatement les terrains dont il s'agit, avec pouvoir de recourir au besoin à l'expropriation pour cause d'utilité publique sans dépôt préalable d'un plan indiquant les travaux à exécuter. (*Doc. parl.*, n° 208.)

S'associant à cette pensée de prévoyance, les Chambres accueillirent favorablement les propositions du Gouvernement (loi du 19 août 1897, *Moniteur Belge*, du 14 octobre 1897, n° 263-264).

En conséquence, l'État belge se rendit acquéreur, moyennant le prix global de 1,117,000 francs, d'environ 44 hectares de terrains situés ci-devant sur le territoire des communes de Schaerbeek, Laeken, Neder-over-Heembeek et Haeren, actuellement territoire de Bruxelles (loi du 30 mars 1921).

Les prévisions gouvernementales se sont réalisées : l'insuffisance des installations maritimes est aujourd'hui manifeste; les quais et hangars sont tous réservés ou occupés; quatorze lignes régulières de navigation y ont obtenu leurs emplacements, les autres emplacements sont affectés aux dépôts importants du trafic fluvial; les terre-pleins et les terrains avoisinants sont également loués presque en totalité.

D'autre part, le port actuel est sérieusement entravé à l'entrée par le pont-rails de Laeken; c'est, à la vérité, un pont tournant dont la manœuvre est très rapide, mais il est fatalement immobilisé la plus grande partie du temps par la

circulation extrêmement intense des trains. Il y a là un danger permanent de surprises, de malentendus et de mécomptes.

Néanmoins, depuis le jour, tout récent encore, où le canal et le port ont été livrés à la navigation maritime, celle-ci n'a cessé de s'intensifier. Mais elle ne pourra prendre véritablement son essor que le jour où les installations actuelles auront été complétées par la création d'un avant-port, celui-ci devant devenir en fait le véritable port maritime de Bruxelles. Il n'est pas à l'heure présente de problèmes dont la solution soit plus pressante au point de vue de la prospérité même du canal maritime.

La question a fait, de la part de services techniques de la Société du Canal et des Installations maritimes, l'objet d'études approfondies. Ces études ont abouti à l'élaboration du plan-programme ci-annexé qui a reçu l'approbation de toutes les administrations publiques compétentes (Chemins de fer, Ponts et Chaussées, Ville de Bruxelles).

Ce plan prévoit la création à l'aval du pont-rails de Laeken, sur la rive droite du canal; d'un avant-port comportant environ 2,000 mètres de quais, avec l'outillage et les dépendances nécessaires.

D'après les prévisions du même plan, l'établissement du terre-plein de l'avant-port nécessite l'incorporation dans le patrimoine de la Société d'une superficie de huit hectares, quarante-quatre ares, quatre-vingts centiares 8 h. 44 a. 80 c.

La Société doit, en outre, disposer de six hectares, quatre-vingt-sept ares, vingt-cinq centiares pour lui permettre de tracer les rues nouvelles, modifier la voirie existante aux abords des installations projetées et effectuer les travaux de voutement de la Senne dans la traverse de l'avant-port. 6 h. 87 a. 25 c.

TOTAL. 15 h. 32 a. 05 c.

Le surplus des terrains de l'État sera destiné aux voies de chemins de fer à l'arrière des hangars, au raccordement de l'avant-port à la gare de Schaerbeek et à la vente.

L'œuvre projetée est incontestablement d'intérêt général; placé au point de jonction de la voie maritime et du canal de Charleroi, appelé à un rôle plus grand encore à mesure de développement futur des canaux du Brabant et de la Campine, le port de la capitale appartient sans conteste au réseau national des voies de transport par eau.

Aussi bien, le Gouvernement n'hésite-t-il pas à vous proposer, Messieurs, de déférer à la demande de la Société du Canal et des Installations Maritimes de Bruxelles en lui cédant la propriété des terrains dont elle a besoin pour réaliser ses projets.

Après de nombreux pourparlers entre le Gouvernement, la Ville de Bruxelles et la Société, l'accord s'est réalisé sur la formule suivante, sous réserve de votre approbation :

a) L'État cède à la Société, à titre d'apport, la propriété des terrains destinés aux installations proprement dites de l'avant-port.

Le capital social est augmenté à concurrence de la valeur du nouvel apport et l'État reçoit en rémunération de celui-ci les parts qui seront émises.

Les installations dont il s'agit devenant, à l'expiration du terme social, en

vertu de l'article 49 des statuts, la propriété de la Ville de Bruxelles, celle-ci paiera à l'État, à la même époque, une somme de trois millions, correspondant à la valeur actuelle du terrain apporté, sous déduction des dividendes afférents à cette somme qui auront été attribués à l'État sur les bénéfices nets de l'exploitation de l'avant-port;

b) L'État abandonne gratuitement l'assiette des terrains destinés à la voirie. La Société se charge d'effectuer les travaux de voirie et de voûtement de la Senne;

c) L'État conserve la propriété, non seulement des terrains destinés à la revente, mais encore de ceux nécessaires à l'établissement du raccordement de l'avant-port à la gare de Schaerbeek.

Cette formule concilie tous les intérêts en cause.

Indépendamment de l'intérêt général qui s'attache à la réalisation de l'œuvre dont il s'agit, l'État pourra revendre, dans des conditions très avantageuses, les terrains réservés au commerce.

La Société s'est assurée, pour l'exécution des travaux, le concours financier de la ville de Bruxelles, le problème des voies et moyens n'en présenterait pas moins des difficultés, dans l'état actuel des finances de la Ville, si l'exécution complète des travaux en une seule phase devait être envisagée.

La difficulté sera surmontée en procédant par étapes : l'exécution se limitera, pour le moment, à 600 mètres de murs de quai, avec l'outillage nécessaire, hangars, voies ferrées, engins de levage, etc.

Le coût de cette première section est évaluée à 10 millions, dont la Ville fera l'avance par le moyen d'un compte courant qui sera crédité d'un intérêt égal à celui de l'emprunt qu'elle contractera. Les intérêts annuels dus par la Société seront prélevés sur les recettes nettes provenant des nouvelles installations, dont l'exploitation sera l'objet d'un compte spécial. La Ville n'exigera pas, pendant la durée de la Société, le remboursement du capital avancé.

Un projet de Convention à réaliser en ce sens entre la Ville et la Société a été approuvé par délibération du Conseil communal de Bruxelles, en date du 17 novembre 1924. Le texte en est ci-annexé.

Le but poursuivi par la Société étant essentiellement d'utilité générale, le Gouvernement estime qu'il y a lieu d'exempter des droits d'enregistrement et de transcription les Actes et Conventions à conclure en vue de la réalisation des travaux envisagés.

Le Ministre des Finances,

ALB. JANSSEN.

Le Ministre des Travaux publics,

LABOULLE.

CONSTRUCTION D'UN AVANT-PORT

MODIFICATIONS AUX STATUTS

Les statuts établis par acte du notaire. en date du.
 déjà modifiés et complétés par actes.
 sont modifiés et complétés de nouveau ainsi qu'il suit :

CHAPITRE PREMIER

Objet, siège et durée de la Société.

ART. 2.

3°^{bis} (nouveau). *La construction d'un avant-port maritime avec les installations et l'outillage nécessaires, conformément au plan-programme annexé aux présents statuts ;*

4° (modifié). *L'exploitation du canal, du port, de l'avant-port et de leurs dépendances.*

CHAPITRE II.

Capital, obligations.

ART. 5.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la fin de l'article :

Le capital social, fixé primitivement à 33,580,000 francs, porté successivement à 50,580,000 francs, à 57,080,000 francs et à 68,180,000 francs, est actuellement fixé à 71,180,000 francs.

Cette dernière augmentation consiste dans l'apport par l'État, en exécution de la loi du d'un bloc de terrains d'une superficie de 8 hectares 44 ares 50 centiares situé à Bruxelles, lieu dit. section du cadastre, numéros

CHAPITRE VII

Comptes et bilans, etc.

ART. 46.

3° (nouveau) *pour l'avant-port et ses dépendances.*

Dernier alinéa (modifié). *La quote-part du canal, celle du port et celle de l'avant-port dans les frais généraux, etc...*

ART. 48.

Premier alinéa (modifié). *Les bénéfices nets de l'exploitation du canal et du port, après déduction des frais généraux, etc...*

Dernier alinéa (nouveau). *Les bénéfices nets de l'exploitation de l'avant-port, après déduction des frais généraux, sont affectés par priorité au paiement des intérêts dus à la ville de Bruxelles sur les avances qui seront consenties par elle pour l'établissement de l'avant-port.*

CHAPITRE VIII.

Dissolution.**ART. 49.**

2° (modifié). Les dépendances du port, à partir de l'aval des ponts du boulevard Léopold II, *les dépendances de l'avant-port*, les entrepôts, quais, magasins, etc.....

Dernier alinéa (nouveau). — *La Ville s'engage, en outre, à payer à l'État, sans intérêts, une somme de 3,000,000 de francs, à titre de remboursement de l'apport immobilier mentionné à l'article 5, sous déduction des dividendes afférents à la dite somme de 3,000,000 de francs et qui auront été attribués à l'État sur les bénéfices nets de l'exploitation de l'avant-port.*

ANNEXE I.

PROJET DE CONVENTION

Entre

LA VILLE DE BRUXELLES, représentée par MM. agissant en exécution d'une délibération du Conseil communal en date du

Et

LA SOCIÉTÉ ANONYME DU CANAL ET DES INSTALLATIONS MARITIMES DE BRUXELLES, représentée par MM.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

La Ville de Bruxelles se déclare disposée à procurer à la Société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles les fonds nécessaires à l'établissement sur son territoire, à l'aval du pont-rails de Laeken, de nouvelles installations en extension du port actuel, comportant environ 2,000 mètres de murs de quai avec l'outillage et les dépendances nécessaires conformément au plan-programme approuvé par arrêté royal du en exécution de la loi du

ART. 2. — Le projet d'exécution immédiate étant limité à une première section de l'avant-port, d'un développement de 600 mètres à front du canal, la Ville s'engage présentement à avancer à la Société les fonds nécessaires à l'aménagement de cette section, dont le coût est évalué à 10 millions de francs

ART. 3. — Les avances s'effectueront par tranches de 100,000 francs au moins, sans fraction inférieure à 25,000 francs, à mesure des demandes de la Société en rapport avec l'avancement des travaux et avec l'exigibilité de toutes sommes se rapportant à l'entreprise.

Les demandes seront introduites à temps pour que l'administration de la Ville dispose d'un délai de quinze jours.

ART. 4. — Les sommes avancées seront productives d'intérêt à partir du jour où elles seront virées au compte de la Société. Le taux d'intérêt sera celui auquel

la Ville aura emprunté les capitaux avancés par elle; ce taux est actuellement de 6.25 % l'an.

Le compte des avances sera clôturé la veille du jour de la mise en exploitation des travaux. Les intérêts seront ajoutés au montant du capital avancé et la somme totale ainsi obtenue sera productive d'intérêts au taux moyen des avances, à partir du jour de la mise en exploitation des travaux.

A partir du même jour la Société tiendra une comptabilité spéciale des recettes propres à cette exploitation ainsi que des dépenses qui s'y rapporteront, y compris une part proportionnelle des frais généraux d'administration de la Société.

Les intérêts dus à la Ville, arrêtés au 31 décembre de chaque année, seront prélevés par priorité sur les recettes nettes résultant du compte spécial annuel, lequel sera soumis au contrôle des commissaires de la Société.

Les intérêts de l'année revolue seront payables dans la quinzaine de l'approbation du compte de profits et pertes par l'assemblée générale de la Société.

En cas d'insuffisance des recettes nettes d'une année, la somme d'intérêts impayée s'ajoutera au principal de la somme considérée comme capital avancé (somme arrêtée la veille du jour de la mise en exploitation des travaux) sans devenir elle-même productive d'intérêt.

Toutefois les intérêts arriérés seront récupérables sur les recettes nettes d'une ou plusieurs années subséquentes jusqu'à leur paiement intégral à la Ville et par priorité comme il est dit ci-dessus.

ART. 5. — La Ville s'interdit d'exiger le remboursement de sa créance pendant la durée de la Société. Elle ne pourra exercer ses droits de créancière que lors de la liquidation.

ART. 6. — Sous réserve des possibilités financières futures, la Ville s'engage dès à présent à procurer à la Société, de la manière et aux conditions déterminées par la présente convention, les capitaux nécessaires à l'achèvement de l'avant-port, sans que le montant total des avances puisse dépasser la somme de 25 millions de francs.

ART. 7. — Il est ici mentionné, pour autant que de besoin, que les installations et dépendances de l'avant-port deviendront la propriété de la Ville à l'expiration de la durée de la Société, par application de l'article 49 des statuts de celle-ci.

ART. 8. — La présente convention sera soumise à l'approbation de l'assemblée générale de la Société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles et du Gouvernement.

Fait en double à Bruxelles, le

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 MAART 1926.

Wetsontwerp de Regeering machtigende het plan vastgesteld door de Vennootschap der Vaart- en Haveninrichtingen van Brussel, met het oog op de aan legging eener vóórhaven, goed te keuren.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Na de goedkeuring, bij de wet van 11 September 1895, van de statuten van de Vennootschap der Vaart- en Haveninrichtingen, vond de Regeering het noodzakelijk de Brusselsche haven te voorzien van een vóórhaven, beneden de spoorbruggen van Laeken, in het deel van het Brusselsch gebied begrepen tusschen het rangeestation te Schaerbeek en de havenvaart.

Reeds op dat oogenblik liet alles voorzien dat die terreinen weldra nijverheids-terreinen zouden worden en aldus eene aanzienlijke waardevermeerdering zouden verwerven. Willende in elke gebeurtenis voorzien, en in de toekomst de kosten van eene bezwarende onteigening vermijden, vroeg de Regeering, in hare zitting van 6 Juli 1897, aan het Parlement, de noodige credieten om onmiddellijk bewuste terreinen te kunnen aankopen, met de bevoegdheid om zoo noodig tot de onteigening over te mogen gaan om reden van openbaar nut, zonder voorafgaande neerlegging van een plan houdende aanduiding van de uit te voeren werken. (*Parl. besch.*, n° 200.)

Instemmend met die gedachte van vooruitzicht, gaven de Kamers een gunstig gevolg aan de voorstellen van de Regeering (wet van 19 Augustus 1897, *Moniteur belge* van 14 October 1897, n° 263-264).

Bijgevolg kocht de Belgische Staat tegen den globalen prijs van 1,117,000 fr., ongeveer 44 hectaren grond gelegen op het voormalig gebied van de gemeenten Schaerbeek, Laeken, Neder-over-Heembeek en Haeren, thans Brusselsch gebied (wet van 30 Maart 1921).

Het vooruitzicht der Regeering heeft zich verwezenlijkt; de ontoereikendheid van de haveninrichtingen treedt thans helder aan den dag; de kaaien en loodsen zijn alle voorbehouden of bezet; veertien regelmatige vaartlijnen hebben daar hunne plaats bekomen, de andere plaatsen zijn bestemd tot de belangrijke vóór-raden van den binnenvaart; de terre-pleins en omliggende terreinen zijn insgelijks bijna alle verhuurd.

Anderzijds is de huidige haven bij den ingang ernstig belemmerd door de spoorbrug van Laeken; weliswaar is het eene draaibrug die heel snel werkt, maar

zij ligt onvermijdelijk meestentijds stil door het uiterst druk verkeer der treinen. Daar schuilt een voortdurend gevaar van verrassingen, misverstanden en teleurstellingen.

Niettemin, sedert het nog niet ver verwijderd oogenblik, waarop de vaart en de haven tot de zeevaart ingericht werden, is deze laatste met den dag drukker geworden. Maar zij zal zich slechts voorgoed kunnen ontwikkelen wanneer de huidige inrichtingen zullen aangevuld zijn door het oprichten van een vóórhaven, daar deze laatste feitelijk de werkelijke zeehaven van Brussel moet worden. Op dit uur bestaat er geen enkel vraagstuk welks oplossing dringender is ten opzichte van den bloei zelf van de zeevaart.

De quaestie werd bij de technische diensten van de Vennootschap der Vaarten en Haveninrichtingen grondig onderzocht. Die bestudeeringen hebben geleid tot het opmaken van bijgaand programma-plan dat de goedkeuring medege dragen heeft van alle bevoegde openbare Beheeren (Spoorwegen, Bruggen en Wegen, Stad Brussel).

Dat plan voorziet, beneden de spoorbrug van Laeken op den rechteroever der vaart, het oprichten van eene vóórhaven omvattende ongeveer 2,000 meters kaaien met de werktuigen en de noodige afhankelijkheden.

Volgens in hetzelfde plan voorzien is, vergt het aanbrengen van de terre-plein der vóórhaven de inlijving eener oppervlakte van acht hectaren, vier en veertig aren, tachtig centiaren 8 ha. 44 a. 80 ca. in de bezittingen van de Vennootschap.

De Vennootschap moet bovendien beschikken over zes hectaren, zeven en tachtig aren, vijf en twintig centiaren, ten einde haar toe te laten nieuwe straten aan te leggen, de bestaande wegen rond de ontworpen inrichtingen te wijzigen en over te gaan tot de overwelving der Senne in den doortocht der vóórhaven 6 ha. 87 a. 25 ca.

TOTAAL. 15 ha. 32 a. 05 ca.

De overschietende gronden van den Staat zullen bestemd worden tot de spoorweglijnen achter de hangars, tot verbinding van de vóórhaven met het station Schaerbeek en tot herverkoop.

Het ontworpen werk is ontegensprekelijk van algemeen belang; geplaatst op het verbindingspunt van de zeevaart en van het kanaal van Charleroi, geroepen tot een nog grooteren rol naarmate de toekomstige uitbreiding van de Brabantsche en de Kempische kanalen, behoort de haven der hoofdstad, zonder tegenspraak, tot het nationale net der vervoerwegen te water.

Daarom, Mijne Heeren, aarzelt de Regeering niet U voor te stellen gehoor te geven aan het verzoek van de Vennootschap der Vaart- en Haveninrichtingen te Brussel door haar den eigendom der gronden, die zij noodig heeft om hare ontwerpen uit te voeren, af te staan.

Na menige onderhandelingen tusschen de Regeering, de Stad Brussel en de Vennootschap werd de overeenkomst gesloten naar de volgende formule, onder voorbehoud van uwe goedkeuring :

a) De Regeering staat aan de Vennootschap, ten titel van inbreng, den eigendom af der gronden bestemd tot de eigenlijke inrichtingen der vóórhaven.

Het maatschappelijk kapitaal is verhoogd ten beloope van de waarde der nieuwe inbrenging en, ter vergelding, ontvangt de Regeering van deze laatste de deelen die zullen uitgegeven worden.

Bewuste instellingen worden, krachtens artikel 49 der statuten, de eigendom der Stad Brussel na afloop van den maatschappelijken termijn; de Stad zal aan de Regeering, op hetzelfde tijdstip, eene som van 3 miljoen betalen, overeenstemmend met de huidige voorwaarde van den ingebrachten grond, met aftrekking der winstaandeelen op deze som welke aan de Regeering zullen toegekend worden op de zuivere winsten van de exploitatie der vóórhaven;

b) De Regeering staat gratis de gronden af, bestemd tot het aanleggen van wegen. De Vennootschap belast zich met de wegeniswerken en met de overvelving van de Senne;

c) De Regeering behoudt niet alleen in eigendom de gronden bestemd tot herverkoop, maar ook nog diegene welke noodig zijn voor het inrichten der verbinding van de vóórhaven met het station Schaerbeek.

Deze formule verzoent al de betrokken belangen.

Onafhankelijk van het algemeen belang verbonden aan de uitvoering van het bewuste werk, zal de Regeering heel voordeelig de aan den handel voorbehouden gronden kunnen voortverkoopen.

Voor het uitvoeren der werken heeft de Vennootschap zich de geldelijke medehulp der Stad Brussel verzekerd, het vraagstuk der middelen zou in den huidige stand der stadsfinanciën daarom niettemin moeilijkheden opleveren, moest de volledige uitvoering der werken in een enkel tempo beschouwd worden.

Men kan de bezwaren te boven komen door geleidelijk te werk te gaan: de uitvoering zal voor het oogenblik beperkt worden tot 600 meter kaaimuur met de noodige werktuigen, loodsen, spoorwegen, liften, enz.

De kosten dezer eerste sectie zijn geschat op 10 miljoen, waarvan de Stad het voorschot zal doen door middel van eene loopende rekening, welke gecrediteerd zal worden met eenen interest gelijk aan dien der leening die de Stad zal aangaan. De jaarlijksche interesten, door de Vennootschap verschuldigd, zullen voorafgelicht worden op de zuivere ontvangsten voortkomende van de nieuwe inrichtingen, welke exploitatie het voorwerp eener bijzondere rekening zal uitmaken. De Stad zal, zoolang de Vennootschap bestaat, de terugbetaling van het voorgeschoten kapitaal niet eischen.

Een ontwerp van overeenkomst, in dien zin te verwezenlijken tusschen de Stad en de Vennootschap, werd goedgekeurd door beraadslaging van den Gemeenteraad van Brussel, in dato 17 November 1924. De tekst daarvan is hierbij gevoegd.

Daar de Vennootschap bij uitstek het algemeen nut beoogt, acht de Regeering dat de akten en overeenkomsten, op te maken met het oog op de verwezenlijking der bewuste werken, vrijgesteld mogen worden van de rechten van registratie en overschrijving. Uit aanmerking van het spoedeischende der uitvoering van die werken, veroorloven wij ons, Mijne Heeren, aan te dringen opdat gij zoo spoedig mogelijk het ontwerp van wet zouden onderzoeken, dat wij, ingevolge 's Konings bevelen, de eer hebben aan uw beraadslaging te onderwerpen.

De Minister van Financiën,

ALB. JANSSEN.

De Minister van Openbare Werken,

LABOUILLE.

AANLEGGING EENER VOÓRHAVEN

WIJZIGING DER STATUTEN

De statuten vastgesteld bij akte van notaris van
 reeds gewijzigd en volledig door akten.
 worden opnieuw gewijzigd en volledig als volgt :

EERSTE HOOFDSTUK.

Voorwerp, zetel en duur der Maatschappij.

ART. 2.

3^o^{bis} (nieuw). *De aanlegging eener zee-voórhaven met de noodige inrichtingen en werktuigen, gelijkvormig aan het plan-programma aan de tegenwoordige statuten gehecht ;*

4^o (gewijzigd). *De uitbating van het kanaal, der haven, der voórhaven en van hunne aanhoorigheden.*

HOOFDSTUK II.

Kapitaal, schuldbrieven.

ART. 5.

De volgende beschikkingen worden aan het einde van het artikel toegevoegd :

Het maatschappelijk kapitaal, oorspronkelijk vastgesteld op 33,580,000 frank, opvolgenlijk gebracht op 50,580,000 frank, op 57,080,000 frank en op 68,180,000 frank, is thans vastgesteld op 71,180,000 frank.

Deze laatste verhooging bestaat uit de inbrengst door den Staat, in uitvoering der wet van, van eenen blok gronden groot 8 hectaren 44 aren 50 centiares, gelegen te Brussel, ter plaatse., wijk. van het kadaster, nummers

HOOFDSTUK VII.

Rekeningen en balansen, enz.

ART. 46.

3^o (nieuw) *voor de voórhaven en zijne aanhoorigheden.*

Laatste lid (gewijzigd). *Het aandeel van de vaart, dit der haven en dit der voórhaven in de algemeene onkosten, enz....*

ART. 48.

Eerste lid (gewijzigd). *De zuivere winsten der uitbating van de vaart en van de haven, na aftrekking der algemeene onkosten, enz....*

Laatste lid (nieuw). *De zuivere winsten van de uitbating der voórhaven, na aftrekking der algemeene onkosten, zijn bij voorrang bestemd tot het betalen der interesten aan de stad Brussel verschuldigd op de voorschotten door haar toegestaan voor het aanleggen der voórhaven.*

HOOFDSTUK VIII.

Ontbinding.

Art. 49.

2° (gewijzigd). De aanhoorigheden der haven, vanaf den benedenkant der bruggen der Leopold II laan, de aanhoorigheden der vóórhaven, de stapelplaatsen, kaaien, magazijnen, enz....

Laatste lid (nieuw). — *De Stad verbindt zich, daarenboven, aan den Staat te betalen, zonder interesten, eene som van 3 millioen frank, ten titel van terugbetaling der onroerende inbrengst vermeld onder artikel 5, met afrekening der winstaandeelen op gezegde som van 3 millioen frank, welke aan den Staat zullen toegekend geweest zijn op de zuivere winsten van de uitbating der vóórhaven.*

BIJLAGE I.

ONTWERP VAN OVEREENKOMST

Tusschen

DE STAD BRUSSEL, vertegenwoordigd door MM. handelende in uitvoering eener beraadslaging van den Gemeenteraad van.

En

DE NAAMLooZE MAATSCHAPPIJ DER VAART- EN HAVENINRICHTINGEN VAN BRUSSEL, vertegenwoordigd door MM.

Is er overeengekomen als volgt :

ARTIKEL EEN.

De Stad Brussel verklaart zich bereid om aan de Naamlooze Maatschappij der Vaart- en Haveninrichtingen van Brussel te verschaffen de gelden noodig om het aanleggen op zijn grondgebied, stroomafwaarts van de spoorbrug te Laeken, van nieuwe instellingen in uitbreiding der tegenwoordige haven, omvattende ongeveer 2,000 meter kaaimuren met werktuigen en de noodige aanhoorigheden, gelijkvormig aan het plan-programma goedgekeurd door Koninklijk Besluit van in uitvoering der wet van

Art. 2. — Het ontwerp der onmiddellijke uitvoering beperkt zijnde tot eene eerste sectie der vóórhaven, eener uitbreiding van 600 meter langsheen de vaart, verplicht de Stad zich thans aan de Maatschappij te voorschieten de gelden noodig tot de schikking dezer sectie, waarvan de kosten geschat worden op 10 millioen frank.

Art. 3. — De voorschotten zullen geschieden door schijven van minstens 100,000 frank, zonder breuk van minder dan 25,000 frank, naarmate de vragen der Maatschappij in verhouding met de vordering der werken en met de eischbaarheid van al de sommen betrek hebbende op de onderneming.

De aanvragen zullen bijtijds geschieden zoodat het beheer der Stad over een vertoef van vijftien dagen beschikke.

Art. 4. — De voorgeschoten sommen zullen interest opbrengen vanaf den dag waarop zij ter rekening der Maatschappij zullen overgeschreven zijn. De

interest zal gelijk zijn aan degene mits dewelke de Stad de door haar voorgeschoten kapitalen zal ontleend hebben; deze interest is thans 6.25 t. h. 's jaars.

De rekening der voorschotten zal gesloten worden den vooravond van den dag waarop de uitbating der werken zal beginnen. De interesten zullen bij het bedrag van het voorgeschoten kapitaal gevoegd worden en de alzoo bekomene totale som zal interest obprengen op den gemiddelden voet der voorschotten, vanaf den dag der inwerkingstelling der werken.

Vanaf zelfden dag zal de Maatschappij eene bijzondere rekening houden der ontvangsten betreffende deze uitbating evenals der uitgaven die er betrekking op hebben, er inbegrepen een evenredig deel der algemeene onkosten van het beheer der Maatschappij.

De interesten verschuldigd aan de Stad, vastgesteld op 31 December van ieder jaar, zullen bij voorrang voorafgenomen worden op de zuivere ontvangsten volgens de bijzondere jaarlijksche rekening, dewelke aan het nazicht der commissarissen der Maatschappij zal onderworpen zijn.

De interesten van het verlopen jaar zullen betaalbaar zijn binnen de veertien dagen der goedkeuring der rekening van winsten en verliezen door de algemeene vergadering der Maatschappij.

In geval van ongenoegzaamheid der zuivere ontvangsten van een jaar, zal de onbetaalde som der interesten gevoegd worden bij de hoofdsom welke als voorgeschoten kapitaal aanzien wordt (som vastgesteld den vooravond van den dag der inwerkingstelling der werken) zonder dat zij zelve interest zal voortbrengen.

Nochtans zullen de achterstallige interesten geïnd worden op de zuivere ontvangsten van een of meer volgende jaren tot de volledige betaling aan de Stad, en bij voorrang zooals hiervoor gezegd.

ART. 5. — De Stad ontzegt zich het recht de terugbetaling harer schuldverdring te eischen gedurende het bestaan der Maatschappij. Zij zal hare rechten van schuldeischeres niet mogen uitoefenen dan bij hare ontbinding.

ART. 6. — Onder voorbehoud der toekomstige financieële mogelijkheden, verplicht de Stad zich van nu af aan de Maatschappij te verschaffen, op de manier en onder de voorwaarden vastgesteld door de tegenwoordige overeenkomst, de kapitalen noodig ter voltooiing der vóórhaven, zonder dat het geheel bedrag der voorschotten de som van 25 millioen frank moge overschrijden.

ART. 7. — Er is hier aangestipt, voor zooveel als noodig, dat de instellingen en aanhoorigheden der vóórhaven den eigendom der Stad zullen worden na het verstrijken van den duur der Maatschappij, bij toepassing van artikel 49 der statuten.

ART. 8. — De tegenwoordige overeenkomst zal onderworpen zijn aan de goedkeuring der algemeene vergadering der Naamlooze Maatschappij der Vaart- en Haveninrichtingen van Brussel en van de Regeering.

Gedaan in dubbel te Brussel, den

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Projet de loi autorisant le Gouvernement à approuver le plan arrêté par la Société du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles en vue de la création d'un avant-port.

Wetsontwerp dat aan de Regeering machtiging verleent het plan goed te keuren besloten door de Vennootschap der Vaart- en Haveninrichtingen van Brussel voor het aanleggen van eene voorhaven.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre des Travaux publics,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances et Notre Ministre des Travaux publics présenteront, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé :

1^o A approuver le plan programme dressé par la Société du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles, en vue de la création, à l'aval du pont-rails de Laeken, d'un avant-port avec ses dépendances ;

2^o A faire apport à cette Société d'un bloc de terrains d'une contenance de 8 hectares 44 ares 80 centiares situé à Bruxelles, indiqué par une teinte bistre au plan annexé à la présente loi ;

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Minister van Financiën en van Onzen Minister van Openbare Werken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Openbare Werken zullen het ontwerp van wet, waarvan de inhoud volgt, in Onzen naam, ter Wetgevende Kamers indienen :

ARTIKEL EÉN.

De Regeering wordt gemachtigd :

1^o Tot het goedkeuren van het plan-programma door de Vennootschap der Vaart- en Haveninrichtingen van Brussel opgemaakt, voor het aanleggen, stroomafwaarts van de spoorbrug te Laeken, van eene voorhaven met aanhoorigheden ;

2^o Tot het inbrengen in genoemde Vennootschap van een blok gronden, 8 ha. 44 a. 80 ca. groot, gelegen te Brussel en met zwartbruine kleur aangeetekend op het bij deze wet gevoegde plan ;

3° A céder gratuitement à la dite Société pour être affecté aux travaux de voirie prévus au plan un ensemble de terrains d'une superficie de 6 hectares 87 ares 25 centiares, situés à Bruxelles, indiqués par une teinte orange au même plan;

4° A approuver les modifications que la Société apportera à ses statuts ensuite des travaux et apport complémentaire visés ci-avant;

5° A approuver la convention à conclure entre la ville de Bruxelles et la Société en vue de régler le mode d'intervention de la ville dans l'exécution des travaux visés sub n° 1 du présent article.

ART. 2.

Les actes constatant l'apport en Société, les cessions et, plus généralement, toutes les conventions visées à l'article premier, seront enregistrés gratis.

Donné à Bruxelles, le 25 mars 1926.

3° Tot het kosteloos afstaan aan genoemde Vennootschap, om aangewend te worden tot de op het plan voorziene wegeniswerken, van gronden samen 6 ha. 87 a. 25 ca. groot, gelegen te Brussel en oranjekleurig aange-teekend op hetzelfde plan;

4° Tot het goedkeuren van de wijzigingen welke de Vennootschap in hare statuten zal brengen ingevolge de werken en de bij- inbrengst hierboven bedoeld;

5° Tot het goedkeuren van de overeenkomst welke tusschen de Stad Brussel en de Vennootschap zal gesloten worden ter regeling van de wijze van tusschenkomsten der Stad in het uitvoeren der onder n° 1 van dit artikel bedoelde werken.

ART. 2.

De akten tot bewijs van het inbrengen in de Vennootschap, het afstaan en, meer algemeen gesproken, alle in artikel één bedoelde overeenkomsten, zullen kosteloos geregistreerd worden.

Gegeven te Brussel, den 25^e Maart 1926.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

ALB. JANSSEN.

Le Ministre des Travaux publics,

De Minister van Openbare Werken,

LABOULLE.